

Pour nos droits et contre l'austérité, Toutes et tous dans les manifestations et en grève le 9 avril

Il ne faut pas hésiter à le dire à nouveau : l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier est lourd de reculs pour les salariés.

A l'heure où la crise du système capitaliste continue ses ravages, en France et dans le monde, cet accord, s'il trouvait à s'appliquer, viendrait aggraver la situation en offrant encore plus de flexibilité aux employeurs.

Parce que l'ANI est inacceptable, il faut donc empêcher sa transcription dans la loi.

Mais, cet accord n'est pas le seul nuage noir dans un ciel serein.

Chaque jour confirme encore davantage, s'il en était besoin, que le Président de la République, le Premier ministre et son gouvernement mettent en œuvre une politique d'austérité qui va au devant des désirs du MEDEF.

Dans la Fonction publique, confrontés aux coupes sombres et massives dans les dépenses publiques socialement utiles, les agents sont malheureusement aux premières loges de ces multiples régressions, avec, notamment, un pouvoir d'achat en berne et des amputations continues dans l'emploi public.

Viennent en outre s'ajouter à ces inadmissibles – et contre productives – inclinaisons budgétaires, un projet d'acte III de la décentralisation affaiblissant encore plus le rôle de l'Etat et mettant en concurrence les territoires et une MAP qui ressemble trop à une prolongation de l'insupportable RGPP.



Dans le cadre de la journée d'actions du 9 avril à l'initiative de la CGT, ce sont toutes ces questions que nous mettrons au centre de nos préoccupations ainsi que l'exigence de politiques alternatives – justes et possibles – en rupture avec celle actuellement menée.

Ce sont tous ces éléments qui ont conduit la commission exécutive de l'UGFF, réunie le 28 mars, à appeler tous les agents de la Fonction publique de l'Etat à **s'inscrire dans la mobilisation et les manifestations en faisant grève le 9 avril.**

Montreuil, le 29 mars 2013